

Nantes Métropole

Insertion des Roms : un petit début de solidarité

Si une commune aménage un terrain d'insertion, la métropole en financera 30 %. Cet habitat transitoire ne résoudra pas la situation des 1 800 Roms recensés dans l'agglomération.

Pourquoi ? Comment ?

Le contexte de la patate chaude

La situation des Roms est complexe. Et pas que dans l'agglomération nantaise, où les bidonvilles sauvages migrent au gré des expulsions. Les riverains se plaignant des nuisances de ces occupations illégales et insalubres.

Depuis plusieurs années, les communes se renvoient la patate chaude, parfois en repoussant un campement juste de l'autre côté de la rue. Chez le maire voisin... D'autres municipalités, comme Indre et Sainte-Luce, ont créé des villages d'intégration pour des familles roms ciblées et limitées. Plutôt un succès, mais finalement peu imité.

La métropole n'a jamais vraiment joué collectif concernant ces migrants de l'Est européen non sédentaires, priorisant un retour négocié vers le pays d'origine. La réponse récurrente était de renvoyer vers la compétence de l'État et la responsabilité de l'Europe.

Une nouveauté votée et applaudie

Les enjeux de dignité et d'insertion ont fait leur chemin doucement, « dans le respect du droit et sans occulter les questions de sécurité et de tranquillité publique », indique Marie-Hélène Nédelec, vice-présidente de Nantes métropole en charge des populations migrantes.

Ensemble, les vingt-quatre communes ont rencontré le préfet. C'était en mars 2016. Aujourd'hui, la prise de conscience se concrétise par un dispositif d'accompagnement des Roms dans un parcours d'insertion.

Lundi, en conseil métropolitain, la doctrine locale « humanité et fermeté » a été rappelée par Johanna Rolland. Cette nouveauté, cofinancée par l'État, a été débattue, puis finalement votée à l'unanimité. Et même applaudie. C'est assez rare dans l'assemblée.

Que prévoit ce dispositif ?

La démarche repose sur l'aménagement de terrains communaux d'insertion.



Après des années de politique de la patate chaude, les vingt-quatre communes et Nantes métropole semblent vouloir s'engager collectivement dans l'accueil et l'insertion des Roms.

Comme des sas d'attente. « Les personnes bénéficient d'un habitat transitoire de type caravane ou mobile-home, avant l'accès à un logement de droit commun quand les conditions sont réunies », présente Marie-Hélène Nédelec. Si une commune de l'agglomération aménage ou réhabilite un tel terrain d'insertion pour les Roms, Nantes métropole apportera un soutien financier de 30 %. Avec un plafond forfaitaire de 3 750 € par emplacement. Le terrain ne doit pas dépasser vingt emplacements. Il y faudra le raccordement à l'eau, à l'électricité, des sanitaires, des bacs à ordures, et un système de clôture.

C'est donnant-donnant. En échange, chaque famille rom signera une convention précisant le montant de la redevance et la durée de l'occupation (un à deux ans). Obligation aussi d'accepter un suivi so-

cial, la scolarisation des enfants, la recherche d'emploi et l'apprentissage du français. C'est inspiré d'une conférence citoyenne menée à Rezé.

Modeste, mais mieux que rien

L'initiative ne résoudra pas la situation des 1 800 Roms recensés dans l'agglomération. Les élus le savent. « Cette étape modeste est un début », salue Jean-Guy Alix, maire de Sainte-Luce. Comme d'autres, il exige plus d'implication de l'État. Michèle Gresus, maire de Bouguenais, apprécie « cette première petite marche, même si elle ne résout pas tout, loin de là ». Élu communiste à Rezé, Mireille Pernot souligne « la portée symbolique et humanitaire ».

Joseph Parpaillon, maire d'Orvault, se fait plus hésitant. Sa commune, comme Saint-Herblain, a souvent été le point de chute de nombreux camps illégitimes. Quatre actuelle-

ment. « À Orvault, nous avons toujours fait les efforts, en refusant les expulsions. Jusqu'à présent, quelques communes sont restées bien seules pour supporter la charge de l'accueil des Roms », déplore Joseph Parpaillon. Bloqué sur cette « absence de solidarité » entre communes métropolitaines, « très réservé » sur l'efficacité du dispositif d'insertion et doutant d'une réelle mutualisation des dépenses, il annonce d'abord son abstention.

Dix minutes plus tard, Joseph Parpaillon change son vote, rassuré par les mots de Johanna Rolland. « La démarche est inédite et très modeste, admet-elle. C'est la politique des petits pas et nous ne réglerons pas 100 % des situations. Mais on esquisse une solidarité intercommunale sur ce sujet. »

Christophe JAUNET.

Une famille habitera un prototype en bois

L'initiative

On a en tête l'image des caravanes déglinguées, qui tiennent debout comme par miracle dans les camps de Roms. Ou, au mieux, des vieux bungalows installés par les mairies. Alors, forcément, cette bâtisse en bois, toute neuve, surprend à l'entrée du terrain d'insertion, quai Wilson, à Nantes. C'est un prototype, né d'un concours ⁽¹⁾, pensé par l'architecte Fabien Le Goff, aidé par l'École supérieure du bois. Nantes Métropole a mis le terrain à disposition.

« **Le challenge était d'avoir un habitat temporaire innovant, modulable, démontable et transportable, facilitant l'auto-construction et répondant aux besoins de personnes en situation de précarité** », explique Marie-Hélène Nédelec, vice-présidente en charge des populations migrantes.

À partir de dimanche, le prototype va être testé en mode « **habité** », indique l'élue. Un couple de Roms,

avec ses deux enfants, viendra l'habiter pendant dix-huit mois. Cette famille bénéficie d'un suivi social par l'association Une famille un toit, qui l'accompagne vers un accès à un logement pérenne.

Des briques en bois

Cette habitation est un assemblage de briques de bois préfabriquées en usine. Elles font 1 m de long sur 20 cm de large et 20 cm de hauteur. Avec un isolant à l'intérieur. « **Comme un jeu, on les imbrique les unes dans les autres, sans vis ni colle** », explique l'architecte.

Wood-Stock (c'est le nom de ce prototype) fait 45 m². Petite visite : un salon qui fait aussi chambre parentale avec un canapé-lit, une salle d'eau avec douche et WC, une chambre pour les enfants avec deux lits superposés, une cuisine avec évier, plaques et réfrigérateur, une grande baie vitrée ouvre sur une terrasse. Chauffage électrique

Ce prototype, c'est un budget de



Fabien Le Goff est l'architecte de « Wood-Stock », une habitation modulable entièrement en bois, qui va héberger une famille de Roms en insertion à Nantes.

100 000 €, financé par la société AG2R La Mondiale et la fondation BTP+. Si ce test est concluant, l'objectif serait d'industrialiser la construction pour réduire les coûts.

C. J.

(1) Concours Mini Maousse 6 lancé en 2015 par la Cité de l'architecture. Wood-Stock est lauréat du prix AG2R La Mondiale/Nantes Métropole.



LOGEMENT. Un habitat temporaire innovant valorisant la filière bois, installé quai Wilson à Nantes

Wood Stock, module en bois et en test

Wood Stock, prototype de logement temporaire, accueillera dimanche quai Wilson, une famille Rom.

Lauréate du concours national d'architecture Mini Maousse, Wood Stock a été conçue par des étudiants nantais (lire ci-contre).

Installée sur le terrain d'insertion Rom du quai Wilson, aujourd'hui occupé par neuf familles, elle va recevoir ses premiers habitants - quatre personnes - dimanche 2 juillet.

« Un prototype appelé à essaimer sur de nombreux territoires »

« Après deux ans de travail, nous sommes fiers de voir ce projet collectif aboutir, souligne Marie-Hélène Nédélec, en charge des populations migrantes à Nantes métropole. Wood Stock va être testé pendant 18 mois, une période qui permettra de faire évoluer le prototype, travailler sur les améliorations possibles pour en réduire notamment les coûts ».

La structure en bois de 45 m² compte une chambre d'enfants, une salle de bains et un salon-chambre parentale. Elle répond aux exi-



Fabien Le Goff, Marie-Hélène Nédélec, Sylvia Devault, (AG2R) et Arnaud Godevin. Photo PO-Nathalie Bourreau.

gences de développement durable et contribue à la valorisation de la filière bois locale. « Ainsi le logement, avec une toiture aluminium, est construit en briques de bois, isolées à l'intérieur, le tout étant monté sans vis ni colle, explique Fabien Le Goff, architecte du prototype. Les parements intérieurs sont en peuplier. L'originalité, c'est que l'ensemble est modu-

lable, adaptable, démontable, facile à mettre en œuvre. C'est un lego géant ».

Ce projet est bien de favoriser l'accès au logement pour les publics précaires. « Après cette expérimentation, la viabilité de l'industrialisation de Wood Stock sera étudiée » remarque Arnaud Godevin, le directeur de l'École Supérieure du Bois (ESB). Un travail avec les bailleurs

sociaux et les communes volontaires sera également entamé pour quatre à six modules sur la métropole.

Françoise Refloc'h

L'INFO EN PLUS

100 000 €, c'est le coût de production du prototype financé par AG2R La Mondiale et la fondation BTP.

ET AUSSI

Mini-Maousse

200 dossiers étaient en lice pendant la 6^e édition du concours biennal et national Mini Maousse. Huit projets ont été retenus dont Wood Stock conçu par Fabien Le Goff et Cédric Jenin, étudiants à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes (ENSA). Après avoir construit la maquette, ils ont réalisé la version grandeur nature, accompagnés par les ingénieurs de l'ESB.

Jean Prouvé

Le thème du concours de micro-architecture était « La nouvelle maison des jours meilleurs » en référence à Jean Prouvé et sa maison pour l'Abbé Pierre.

Une famille, un toit

L'association Une famille, un Toit, accompagne la famille qui logera dans Wood Stock. À l'issue des 18 mois, elle lui permettra d'accéder à un logement ordinaire. La famille a été choisie le 12 juin, par la commission d'attribution présidée par des élus nantais et métropolitains, selon plusieurs critères dont son projet de vie en France (emploi, niveau de maîtrise du français, scolarisation des enfants...).